

Rapport du Secrétaire Général sur l'activité de la Société pendant l'année 1918

La Société historique algérienne a repris, en 1918, ses travaux interrompus depuis 1914. Comme la plupart des sociétés savantes, en effet, elle avait vu son activité brusquement arrêtée par la guerre. Alors que le territoire national était envahi, alors que chacun se demandait avec anxiété si l'héroïsme de nos soldats parviendrait à contenir la ruée des Barbares, le souci des recherches désintéressées passait à l'arrière-plan. Aussi bien, pensions-nous tous que la crise serait aussi brève que violente et que, bientôt, la victoire nous rendrait, avec la liberté d'esprit indispensable, le loisir de revenir à nos recherches accoutumées. Nos prévisions, sur ce point, ont été trompées. Les mois succédaient aux mois, les années aux années, sans amener la fin des hostilités, et, bien que l'issue du conflit ne pût être mise en doute, nul ne pouvait pourtant prévoir à quelle époque il se terminerait.

Dans ces conditions, étant donné que toutes les activités, dans l'ordre intellectuel comme dans l'ordre matériel, s'adaptaient de leur mieux à l'état de choses créé par la guerre, la Société historique ne pouvait se soustraire au devoir qui s'imposait à elle. Doyenne des sociétés savantes de l'Afrique du Nord, elle devait, sans plus tarder, se remettre à la tâche, à laquelle elle s'était consacrée depuis plus d'un demi-siècle et reprendre son œuvre au point où elle l'avait laissée en 1914.

Dans le courant de décembre 1917, le bureau adressait donc un pressant appel à tous ceux qui, par leur situation, leurs études, leurs goûts, étaient en mesure de lui apporter le concours de leurs sympathies ou de leur collaboration. Rappelant le programme tracé, le 1^{er} mars 1856, par les fondateurs de la Société historique algérienne, il exprimait le vœu que la Société pût renouer la tradition un instant interrompue et se consacrer de nouveau aux recherches archéologiques, philologiques, historiques relatives à l'Afrique du Nord. « Notre action, déclarions-nous, sera d'autant plus efficace que nos ressources seront plus grandes et nos membres plus nombreux et plus notables. »

Cet appel a été entendu. Non seulement les anciens membres de la Société ont tenu à honneur de s'inscrire de nouveau sur nos contrôles, mais de nouveaux adhérents sont venus combler les vides creusés par la mort ou par l'éloignement. Au 1^{er} janvier 1919, le nombre des sociétaires s'élevait à 121, chiffre sensiblement égal à celui d'avant-guerre. A tous ceux qui, en dépit des difficultés et des soucis de l'heure présente, ont bien voulu donner ainsi un précieux témoignage d'attachement à l'œuvre commune, la Société historique adresse l'expression de sa vive gratitude. Sa

reconnaissance va aussi au Gouverneur général de l'Algérie et au Conseil de l'Université d'Alger, qui, par l'octroi de subventions importantes lui ont permis d'équilibrer son budget et de faire face aux dépenses nécessitées par la publication de la *Revue Africaine*.

La revue avait, en effet, cessé de paraître, pendant tout le temps où notre société se trouvait en sommeil, disparition d'autant plus regrettable que ce périodique était hautement apprécié par les érudits de France et de l'étranger. Aussi est-ce avec une grande satisfaction que nous avons pu donner au public quatre fascicules trimestriels portant les numéros 294-297. Ces quatre fascicules forment le début d'une nouvelle série qui, nous l'espérons, ne sera pas inférieure à l'ancienne. Nous nous sommes, en effet, employés à conserver à la revue la tenue rigoureusement scientifique qui l'avait depuis longtemps classée en bon rang parmi les publications savantes. Nous nous sommes seulement efforcés de donner à chacune des disciplines, qui y sont représentées, une abusive sur les autres. Notre revue n'est pas une revue orientaliste, sociologique, archéologique ou historique, elle est avant place équitable, en sorte qu'aucune d'elles n'empiète d'une façon tout africaine. Elle ne fait pas double emploi avec les périodiques spéciaux, mais elle fournit aux orientalistes, aux archéologues, aux sociologues, aux historiens, qui s'intéressent aux questions africaines, des renseignements qu'ils ne sauraient trouver ailleurs. Elle leur offre aussi le moyen de porter à la connaissance du public les résultats de leurs recherches personnelles dans ce domaine. Afin d'accentuer le caractère africain de la revue, afin d'en faire un instrument de travail d'autant plus indispensable que le nombre des ouvrages et des articles relatifs à l'Afrique du Nord s'accroît de jour en jour, nous avons attribué à la partie bibliographique une place beaucoup plus large que par le passé. A côté des analyses et compte-rendus critiques, nous avons ouvert une rubrique : *Revue des Périodiques*, qui constituera, nous l'espérons, un essai de Bibliographie courante de l'Afrique du Nord, dont l'utilité ne sera mise en doute par personne. Enfin, notre archiviste, M. Bevia, vient, au prix d'un labeur de plusieurs années, d'achever la *Table des Matières* de la *Revue Africaine* pour la période 1882-1914. Conçue sur un plan très simple et d'un maniement facile, cette table rendra, dès que nous aurons pu la publier, les plus grands services.

La Revue a été trop longtemps le seul lien unissant les membres de la Société. Beaucoup d'entre eux, s'ignorent, qui auraient, sans doute, plaisir et profit à se connaître. Aussi, notre bureau a-t-il essayé de procurer à ceux de nos membres qui habitent Alger l'occasion de se rencontrer. Reprenant une tradition tombée en désuétude, il a décidé d'organiser chaque trimestre une réunion, où des communications pourraient être faites, des discussions ouvertes, des idées échangées sur des questions africaines, ou à propos des articles parus dans la revue. Ces réunions doivent,

dans la pensée de ceux qui en ont pris l'initiative, conserver un caractère intime et les communications qu'on y entendra seront des causeries plutôt que des conférences. Deux réunions de ce genre ont eu lieu dans une des salles de la Bibliothèque nationale, gracieusement mise à la disposition de la Société historique, par l'administrateur de cet établissement, M. Gojon.

Tel est, Messieurs, l'exposé sommaire des diverses manifestations de notre activité durant l'année qui vient de s'écouler. Nous nous sommes, vous le voyez, remis avec ardeur à la besogne, et nous avons tout lieu d'envisager l'avenir avec confiance. Notre dévoué trésorier, aux démarches duquel nous sommes en grande partie redevables des heureux résultats obtenus, va, tout à l'heure, vous communiquer l'état de nos finances. Son bilan est également satisfaisant. Qu'il me permette pourtant, sans vouloir empiéter sur ses attributions, d'exprimer un vœu : celui de voir s'accroître le nombre de nos adhérents et par suite le produit de nos cotisations, seule ressource régulière sur laquelle une société soit en droit de compter. Notre effectif est encore bien modeste ; il pourrait, ce semble, il devrait même s'augmenter d'un chiffre respectable d'unités. A la vérité, la Société historique algérienne, par son but, par ses travaux, par la discrétion avec laquelle elle remplit la mission qu'elle s'est assignée, n'attire pas l'attention du grand public. N'ayant point la prétention d'être une Académie, elle n'offre aucun appât à la vanité des snobs ; ne se souciant pas de vulgarisation, elle est ignorée des gens du monde. Il serait pourtant étrange qu'à Alger et dans cette Algérie où la curiosité intellectuelle est sollicitée par tant d'objets divers, il ne se rencontrât pas dans les milieux éclairés quelques dizaines, quelques centaines peut-être d'hommes désireux de s'associer à nos travaux ou, tout au moins, capables de s'y intéresser. Ce sont ces hommes qu'il faut chercher, découvrir, amener à s'enrôler parmi nous. Que chacun de nous fasse, dans son entourage, la propagande nécessaire ; il sera certainement récompensé de sa peine par le développement et la prospérité croissante de notre Société.

Le Secrétaire général,
Georges YVER.

Rapport du Trésorier

Les comptes de l'année 1918 font ressortir les résultats suivants :

Recettes :

Subventions : de l'Université	1.500 »	
du Gouvernement Général	1.000 »	
Cotisations (frais de poste déduits)	1.415 75	
Rachat de cotisations	100 »	
Vente de numéros et collections	162 »	
Annonces et divers	10 30	
Revenu du portefeuille et intérêts de dépôts....	205 60	
	<hr/>	
	4.393 65	4.393 65

Dépenses :

Frais d'impressions { numéros	3.032 25	
divers	47 75	
Frais d'envoi des numéros	64 80	
Affranchissements divers	29 50	
Timbre quittance	15 70	
Frais de bureau et divers	46 »	
Frais de recouvrement	60 »	
Frais de banque	4 10	
Frais de personnel	52 »	
Achat de 5 francs de rente 5 %.....	91 70	
	<hr/>	
	3.443 80	3.443 80

D'où excédent de recettes..... 949 85

La situation de caisse et du portefeuille s'établit comme suit :

Encaisse au début de l'année { numéraire.....	380 52	} 4.019 02
portefeuille.....	3.638 50	
Recettes de l'année	4.393 65	
	<hr/>	
TOTAL.....	8.412 67	
Dépenses de l'année	3.443 80	
	<hr/>	
Excédent à la fin de l'année.....	4.968 87	

se décomposant en	{	portefeuille.....	3.730 20
		numéraire.....	1.238 67
TOTAL ÉGAL.....			<u>4.968 87</u>

La valeur d'achat du portefeuille a été portée de 3.638 fr. 50 à 3.730 fr. 20 par l'achat d'un titre de rente destiné à capitaliser le rachat d'une cotisation effectué dans l'année. La valeur réelle de nos titres est évidemment inférieure à leur valeur d'achat, mais la différence est appelée à disparaître dans un avenir qui ne semble pas très lointain, aujourd'hui que la guerre est victorieusement finie.

Il y a actuellement, tous nouveaux adhérents compris, sans compter les cotisations non recouvrées en 1918, considérées comme douteuses en 1919, 120 cotisations assurées, soit : 1.440 francs.

Un effort est à faire, et c'est le but que nous proposons à l'action de tous les membres de la société, pour augmenter le nombre de ces cotisations, et assurer ainsi d'une façon de moins en moins précaire l'avenir de notre institution.

Budget

Sur ces bases, notre budget pour l'année courante semble devoir s'établir en prévision de la manière suivante :

Recettes :

Avoir en janvier	4.900
Cotisations	1.500
Subventions	2.000
Divers (revenus, ventes, etc.).....	200
TOTAL.....	<u>8.600</u>

Dépenses :

Numéros	3.000	
Frais divers	500	
	<u>3.500</u>	<u>3.500</u>
Excédent au 31 décembre		5.100
Dont à déduire du portefeuille		<u>3.730</u>
Excédent de recettes		<u>1.370</u>

C'est-à-dire que, sans subventions nous aurions un déficit de 630 francs. Il y a donc lieu de faire, cette année encore, appel à la bienveillance de l'Université et du Gouvernement Général, qui ne nous refuseront pas un concours qu'ils nous ont accordé très libéralement l'année dernière et dont nous les remercions vivement.

Il est à noter, d'ailleurs, que nos frais d'impression diminueront à peu près sûrement, dès 1919, et que nous ne tarderons pas à bénéficier d'une baisse qui se constate d'ores et déjà sur les prix formidables qu'avait atteint le papier dans les deux dernières années de guerre. Notre situation financière est, on le voit, assez satisfaisante, et ne peut que s'améliorer désormais.

Le Trésorier,

Martial DOUËL.
